

UNEP Panel for Sustainable Resource Management
Conférence « Decoupling and Greening Economy, Doing More with Less »
4 juin 2009
Compte-rendu par Marie-Aude Even

Le panel international pour la gestion durable des ressources, copiloté par l'UNESCO et l'UNEP, a démarré fin 2007 avec pour objectif d'apporter une expertise collective partagée sur l'utilisation durable des ressources (en prenant en compte l'ensemble du cycle de vie) et le découplage de la croissance économique et de la dégradation environnementale.

Il comporte 4 groupes de travail: biocarburants, minerais, priorisation des actions et gestion de l'eau (nouveau groupe qui vient de démarrer). Cette conférence visait à présenter leurs premiers travaux.

Une première partie revenait davantage sur le concept de rareté, une rareté pas forcément relayée par des signaux prix (qui ont tendance à baisser sur le long terme¹) car mal connue et débattue, et car ces prix ne comprennent pas la question des externalités (certaines ressources existent mais ne sont pas extractibles sans dommage écologique majeur). La question agricole est un enjeu majeur via les débats concernant l'usage des sols (compétition alimentaire et non alimentaire) et leur dégradation par l'agriculture (25-50 milliard de tonnes / an).

La deuxième partie évoque différentes pistes : un signal-prix fort lié aux externalités (taxe carbone) semble indispensable. Quatre outils principaux sont proposés : ils sont liés à l'augmentation de l'efficacité, au recyclage, à la bioéconomie, à l'utilisation de l'énergie solaire et au fonctionnement à stock constant.

Plus généralement, ces réflexions imposent un changement de paradigme où la productivité ne serait plus seulement mesurée par rapport au travail mais par rapport à l'utilisation des ressources². L'utilisation de ces différents outils pose des problèmes d'équité inter-générationnelle et d'équité Nord-Sud importants (la délocalisation des pollutions n'est pas une solution globale).

Enfin, il est fondamental de comprendre que le « découplage et verdissement » est aussi un enjeu de compétitivité sur lequel les pays émergents se positionnent également, voir davantage.

1. Rareté des ressources : faits et prospective

- L'extraction de terre : 80 milliard de tonnes via extraction minière, 40-50 d'extraction de terre et 25 à 50 milliards proviendraient de l'érosion des sols en agriculture (Stephan Bringezu, Directeur à la Wuppertal Institute sur gestion de la ressource et des flux de matériaux= SB)
- Biomasse et usage des sols : argument classique : l'augmentation de l'espace cultivé a des impacts sur le changement climatique (destockage carbone), or la demande alimentaire à long terme ne peut être satisfaite avec la surface cultivée actuelle, donc toute utilisation non alimentaire de la surface agricole apparaît condamnable (SB).
- Débat général sur le concept de rareté et plus spécifique sur son application plus difficile en agriculture (voir CR Géopolitique des ressources rares).
- Mise en question du rôle du signal prix comme signal de rareté (Richard Norgaard, professeur d' « ecological economy » à Berkeley = RN) :
 - Paradoxe de la diminution des prix des minerais sur le très long terme (depuis 1900) remplaçant la montée actuelle (depuis 200-2002) comme une simple variation de la tendance de fond ;
 - Un prix comme signal de rareté supposerait une connaissance réelle et partagée de la réalité de

1 Ce qui pose des questions par rapport au signal prix agricole actuel: une nouvelle hausse des prix renverra-t-elle à un consensus haussier autoréalisateur provenant de raisons structurelles de long terme ou sera-t-elle liée aux fondamentaux? Est-il probable de revenir à la tendance du long terme de prix bas?

2 Ce qui pose la question du type de ressource à choisir en référence, notamment pour l'agriculture: les résultats et choix peuvent différer si on considère la ressource, eau, terre, énergie, biodiversité...

cette rareté: or celle-ci est souvent débattue et on manque de sources fiables et partagées ;

- Signal prix ne prend pas en compte les externalités négatives liées aux ressources.
- Question de l'équité des politiques environnementales et climatiques (CP et RN) :
 - Entre générations : l'utilisation actuelle des ressources suppose une diminution drastique pour permettre aux générations futures d'en disposer ;
 - Entre Nord et Sud: il n'est pas juste et utile que tous pays non OCDE soient exclus des négociations climatiques (notamment Corée du sud, Chine...) mais il est important de rester équitable. Nécessité de réinvestir massivement les fonds collectés pour favoriser l'adaptation au Sud, davantage touché par le changement climatique.
- La délocalisation des industries polluantes est négative à l'échelle globale (parallèle avec l'étude sur le marché des engrais en cours).

2. Verdir l'économie, faire plus avec moins

Un enjeu de compétitivité: le prochain train à prendre

- On peut relier compétitivité des entreprises et taux d'emploi à l'efficacité économique de l'utilisation des ressources (SB) ;
- La relance verte et le découplage, un train pris globalement avec plus ou moins de force (Ernst Von Weizsaecker, co-président du panel) :
 - 11% des plans de relance concernent l'efficacité énergétique en février 2009 ;
 - Changement politique US pour rattraper le retard ;
 - Les pays émergents suivent ou dépassent: Plan vert le plus important en volume est en Chine, en % du total en Corée du Sud (80% du plan de relance); l'Europe est à la traîne ;
 - L'Inde et la Chine réalisent qu'il est de leur intérêt de s'y mettre, au delà de la question des responsabilités ;
 - Un sondage récent montre que 60% des leaders d'entreprises sont pour un signal environnemental plus fort et prévisible ;
 - Consensus moral partagé sur la nécessité du changement (RN) ;
 - Le découplage et le « verdissage »: nouveau moteur du prochain cycle de croissance Kondratieff.

La question du signal prix :

- Besoin d'un signal fort, sur le long terme et prédictible sur le coût des ressources (Dominique Bureau et RN) ;
- Signal « prix du pétrole élevé » est fortement probable mais insuffisant: nécessité d'une taxe carbone (Christian de Perthuis, professeur à Paris Dauphine sur l'économie, CP) ;
- Un signal « prix du pétrole » est insuffisant voir dangereux car 1) conduit à rendre économiquement faisable des extractions plus difficiles et dommageables sur l'environnement, 2) rend d'autres énergies plus polluantes mais mieux partagées plus compétitives (charbon):
- Importance surtout d'un signal prix basé sur les externalités d'utilisation : intérêt de la taxe carbone basée sur les émissions et créatrice d'une rente différentielle dépendant de l'impact environnemental: à partir de 60-80 euros, il devient rentable d'installer des usines de

stockage de carbone); système européen pourrait être étendu.

Différentes voies pour le découplage et verdissement

- Enjeux principaux sont liés au GES, au taux d'utilisation des ressources par habitant et aux terres agricoles et impliquent 4 voies de sortie: Efficacité d'utilisation des ressources, recyclage, steady stock policy, relance bioéco et utilisation de l'énergie solaire (SB)
- Changement de paradigme: passer d'un objectif de productivité du travail à un objectif de productivité des ressources (EvW) :
 - L'augmentation de la productivité parallèle à l'augmentation du coût du travail: le surenchérissement du cout des ressources devraient aboutir à une augmentation de la productivité de leur utilisation ;
 - Les pays les plus efficaces énergétiquement ont un prix du pétrole plus élevé: une partie du modèle énergivore américain se base sur un pétrole peu cher (c'est le contraire au Japon) ;
 - Elasticité de la consommation au prix sur le long terme ;
 - Danger: « rebound effect »: l'augmentation de l'efficacité est suivie d'une augmentation de la consommation par tête, ce qui augmente la consommation totale.
- Au delà du signal prix, ce type de changement nécessite d'autres instruments et institutions, également à l'échelle globale.